

Forum : Liberté d'expression**Thématique : Comment garantir un accès à l'information fiable à la génération Z tout en la protégeant contre les dangers des médias ?**

Nom du/de la Citoyen.ne : Emily Armati

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien : 3	Niveau d'étude ○ Primaire • Secondaire ○ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Emily Armati, j'ai 26 ans et je suis autrice et créatrice de contenu mais surtout une mère de trois enfants. À travers mes livres et mes réseaux, je défends un choix de vie encore incompris : consacrer sa vie au foyer et à l'éducation de ses enfants. Ce n'est pas une carrière que j'impose aux autres femmes, mais une vocation aussi respectable que le choix de poursuivre une carrière professionnelle.

Ce sujet me concerne directement et un peu ironiquement : je fais moi-même partie de la problématique adressée car je suis influenceuse. Je parle chaque jour à une communauté pleine de jeunes femmes, ce qui me donne à la fois une liberté d'expression et une vraie responsabilité.

Cette responsabilité pèse encore plus car ma génération ne s'informe plus comme la précédente. Selon le « Digital News Report 2025 » du Reuters Institute, 39 % des 18-24 ans dans le monde citent les réseaux comme première source d'information, contre 21 % en 2015, pendant que les sites de médias traditionnels chutent de 36 % à 24 %. Et 51 % des jeunes font davantage confiance à des créateurs individuels qu'aux marques médiatiques établies (39 %). Concrètement : un adolescent pourrait ouvrir TikTok (première source d'information des 12-15 ans au Royaume-Uni selon Ofcom) pour dix secondes de danse, et se retrouver sans l'avoir cherché devant une vidéo politique ou une fausse info, simplement parce que l'algorithme a repéré un attardement sur cette vidéo.

J'ai vécu l'envers de ce système : quand j'ai commencé à parler de mon choix de vie, ce sont les journaux « sérieux » qui m'ont tournée en ridicule en premier. C'est sur les réseaux que j'ai trouvé des gens qui m'écoutaient vraiment. Je sais donc qu'une opinion publiée sur mon compte peut être reçue comme une vérité par une jeune personne. C'est pourquoi je distingue toujours mon expérience de mon opinion, et mon opinion d'un fait vérifiable. Je peux dire : « être mère au foyer a donné un sens particulier à ma vie » : c'est mon expérience, pas une vérité universelle valable pour toutes les femmes. La liberté d'expression doit permettre à deux femmes de défendre des choix opposés sans que l'une réduise l'autre au silence.

Je défends aussi la reconnaissance du travail invisible du foyer : au Royaume-Uni, l'ONS estime la valeur des services domestiques non rémunérés à 1,7 trillion de livres en 2023, soit environ 61 % du PIB britannique. Cela ne veut pas dire que toutes les femmes doivent choisir cette voie juste qu'on ne doit pas confondre « non rémunéré » et « sans valeur ».

En tant que mère, la question est aussi très concrète dans quelques ans mes enfants me demanderont un compte sur les réseaux, ce qui me préoccupe non pas en tant qu'influenceuse mais en tant que mère. Selon Ofcom, sept jeunes sur dix âgés de 11 à 17 ans ont vu du contenu

potentiellement préjudiciable au cours des quatre dernières semaines ; 64 % d'entre eux ont ensuite réagi (signalement, blocage, ou en ont parlé à un adulte). Une étude Ofcom plus récente (2026) va plus loin : trois quarts des ados britanniques tombent encore sur du contenu dangereux via leur vidéos recommandées, plus d'un an après l'entrée en vigueur de l'Online Safety Act de 2023.

De plus, cette même loi permet de sanctionner une plateforme jusqu'à 18 millions de livres, ou 10 % de son chiffre d'affaires mondial, pour un contenu jugé « nuisible ». Si demain un régulateur juge qu'un discours sur la maternité au foyer pourrait avoir un effet négatif sur les jeunes filles, qu'est-ce qui l'empêche d'être traité comme une vidéo violente ? L'outil censé protéger d'un danger réel peut vite servir à faire taire une opinion qui dérange.

Le Reuters Institute rapporte que 58 % des gens dans le monde s'inquiètent de leur propre capacité à distinguer le vrai du faux en ligne. L'UNESCO estime que deux tiers des créateurs de contenu ne vérifient pas systématiquement une info avant de la partager. Je fais sûrement partie du problème autant que de la solution.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Je ne crois pas que protéger la génération Z doit signifier confier aux plateformes ou à l'État le pouvoir de trier l'information à notre place. La défiance envers les grands médias pousse les jeunes vers des créateurs indépendants comme moi pas sans raison.

Premièrement, je m'engage à distinguer clairement, dans mes contenus, expérience, opinion et fait. Une statistique citée doit avoir sa source et sa date ; une expérience personnelle doit être présentée comme telle.

Deuxièmement, je veux que les créateurs deviennent des passerelles vers des sources fiables plutôt que d'exiger une confiance aveugle. Le Reuters Institute montre que pour vérifier une information, les internautes se tournent vers des médias jugés fiables, des sources officielles et des fact-checkers.

Troisièmement, je défends l'éducation aux médias dès le plus jeune âge. Repérer une source douteuse dès le primaire, exiger que les plateformes expliquent « pourquoi cette vidéo vous est recommandée », reconnaître une pub, une opinion, une image générée par IA : tout ça s'apprend et protège sans museler personne. Mais je pense aussi qu'il n'est pas seulement nécessaire d'éduquer les enfants à ce sujet mais aussi les parents, ou futurs parents.

Quatrièmement, je défends une responsabilité accrue des créateurs, sans censure générale. Une opinion controversée reste protégée. Mais un mensonge présenté comme un fait doit pouvoir être contesté et contextualisé. La limite doit s'arrêter au danger réel et démontrable.

Enfin, protéger la génération Z ne doit pas créer une génération incapable de croiser des opinions différentes. Les réseaux peuvent être dangereux, mais permettent aussi à des personnes isolées de trouver une communauté. C'est en effet vrai pour les jeunes femmes qui pensent parfois que consacrer sa vie à sa famille est un choix « inférieur ».

En résumé, je défends une liberté d'expression accompagnée de responsabilité. Je ne veux pas dire à la génération Z quoi penser, je veux lui donner les moyens de savoir pourquoi elle croit ce qu'elle croit.